

*Questions orales*

Dans de telles transactions, l'employé est toujours perdant. Nous défendons la cause des employés de CN Route depuis que l'entente est tombée à l'eau.

M. Lawless, président-directeur général du CN, a dit au Comité des transports que les employés sont l'actif le plus important de la société.

Le ministre peut-il assurer à la Chambre qu'il va traiter les pauvres employés de CN Route qui ont perdu leur emploi comme les employés du CN, donc qu'ils auront droit à la pleine pension et à tous les avantages des employés du CN?

**L'hon. Doug Lewis (ministre des Transports):** Monsieur le Président, le gouvernement avait deux options: fermer les portes de la société ou la vendre au plus offrant. C'est ce que le gouvernement a fait.

**M. Peterson:** Ces employés licenciés s'en balancent.

**M. Lewis:** Mon collègue prétend que les contribuables canadiens auraient dû continuer à perdre de 30 à 40 millions de dollars par année. Je ne crois pas que ce soit une option acceptable à un gouvernement, certainement pas au nôtre.

\* \* \*

**LA CHINE**

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

L'année dernière, tous les partis à la Chambre ont appuyé une motion visant à condamner l'usage brutal de la force et de la répression à l'endroit de la population chinoise. Le Canada a par la suite imposé un certain nombre de sanctions limitées, mais un an plus tard, il semble bien que les relations entre le Canada et la Chine soient comme avant. Le commerce et les importations sont à la hausse.

Que fait actuellement le gouvernement pour presser constamment le gouvernement chinois de démocratiser davantage ce pays et de mettre fin à la répression qui y règne?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, ce que nous faisons actuellement, c'est respecter la politique que j'ai exposée le 30 juin de l'année dernière en réponse aux événements survenus place Tiananmen. Comme l'a dit le chef du Nouveau Parti démocratique, tous les députés de la

Chambre ont carrément condamné et vivement regretté ces événements.

Des changements importants ont été apportés aux règles concernant l'aide accordée au moyen de crédits à l'expansion des exportations, les activités de l'Agence canadienne de développement international et le niveau de visites et de contacts entre le Canada et la Chine.

Si la députée modifie la position de son parti et laisse entendre que le gouvernement devrait agir de façon à isoler un pays qui renferme le quart de la population mondiale, cela serait certes une nouvelle intéressante pour les députés de la Chambre. Elle change peut-être sa politique, mais nous n'avons pas modifié la nôtre.

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, j'ai simplement demandé, question à laquelle le ministre n'a pas répondu, quelles pressions soutenues le gouvernement est-il disposé à exercer sur le gouvernement de la Chine? Je répète, Amnistie Internationale a publié un autre rapport qui montre que les violations des droits de la personne continuent. Il me semble que cela doit préoccuper le Canada. Je suis sûre que cela préoccupe le ministre.

Quelle position le gouvernement canadien adopte-t-il pour remédier aux violations des droits de la personne qui se perpétuent en Chine?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, nous sommes très préoccupés par les violations des droits de la personne en Chine qui d'ailleurs continuent.

Au moins le régime juridique en Chine s'est amélioré un peu depuis les événements de l'année dernière, mais il serait faux et trompeur de prétendre que l'amélioration de la situation en ce qui concerne les droits de la personne est considérable. Nous continuons de présenter des instances de notre mieux.

En outre, il faudrait souligner que, même si la situation s'est beaucoup détériorée depuis les événements de la place Tiananmen, on n'a pas vu un retour à l'anarchie qui a tant contribué à mettre en péril les droits de la personne pendant la révolution culturelle et nous ne pensons pas que cela se reproduira.

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, en guise de question supplémentaire, je pense que la population de la Chine et les personnes d'origine chinoise au Canada voudraient entendre le ministre dire quelque chose de précis au sujet de ses préoccupations et celles de son gouvernement en ce qui concerne les viola-